

**BANQUE CENTRALE  
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

**CONJONCTURE ECONOMIQUE  
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

**avril 2005**



**SOMMAIRE**

<b>APERÇU GENERAL</b>	<b>2</b>
<b>I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>3</b>
<b>II - CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UNION</b>	<b>4</b>
II - 1 Activité agricole	5
II - 2 Activité industrielle et commerciale	6
II - 3 Prix à la consommation	7
II - 4 Finances publiques	9
II - 5 Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire	11
II - 5 - 1 Situation monétaire	11
II - 5 - 2 Opérations sur le marché interbancaire	13
II - 6 Evolution du marché financier régional	14
II - 7 Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures	16
<b>III - LISTE DES ANNEXES</b>	<b>17</b>

## APERÇU GENERAL

L'environnement économique international a été marqué, au mois d'avril 2005, par un rythme moins soutenu de l'activité dans la plupart des pays industrialisés. Les principales banques centrales ont maintenu inchangés leurs taux directeurs, à l'exception de la Réserve Fédérale des Etats-Unis qui a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire, entamé en juin 2004. Sur les marchés financiers, la plupart des indices boursiers sont ressortis en baisse. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du dollar des Etats-Unis et de la livre sterling.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, l'activité s'est ressentie de l'impact de la baisse de la production agricole au titre de la campagne 2004/2005. La production industrielle a néanmoins enregistré une progression de 1,6% sur les quatre premiers mois de l'année, en relation avec la bonne orientation de la production des industries manufacturières.

Le niveau général des prix à la consommation est ressorti en hausse de 0,6%, en rythme mensuel, en avril 2005, après celle de 0,3% en mars 2005. En glissement annuel, l'inflation s'est établie à 3,8%.

Sur la base des données disponibles, le profil des agrégats monétaires au 30 avril 2005, comparé à fin mars 2005, est caractérisé par une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et une hausse de la masse monétaire.

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, les indices BRVM<sub>10</sub> et BRVM composite se sont accrus de 4,2% et de 2,8%, au cours du mois d'avril 2005, ressortant respectivement à 106,91 points et 89,57 points contre 102,57 points et 87,16 points, un mois plus tôt.

Quatre Etats membres de l'Union, à savoir le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal, exécutent des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. A fin avril 2005, les tirages effectués par ces Etats auprès du FMI se sont élevés à 12,62 millions de DTS ou 9,6 milliards de FCFA.

## I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique international a été caractérisé, au mois d'avril 2005, par la poursuite d'une orientation relativement favorable de l'activité dans les principaux pays industrialisés. Toutefois, les perspectives indiquent une décélération de la croissance sous l'effet notamment de la flambée des prix du pétrole.

**Aux Etats-Unis**, les indicateurs ont connu des évolutions contrastées en avril 2005. L'indice ISM des directeurs d'achat s'est replié, pour ressortir à 53,3 points en avril 2005, après 55,2 points en mars. Les commandes de biens durables ont augmenté de 1,9% en avril 2005, après trois mois consécutifs de baisse (-1,6% en mars 2005). La production industrielle s'est contractée de 0,1%, après le repli de 0,2% observé en mars 2005. En ressortant à 5,2% en avril 2005, le taux de chômage est demeuré inchangé d'un mois à l'autre.

**Dans la zone euro**, le contexte économique reste caractérisé par la persistance de la morosité de l'activité. La production industrielle a progressé de 0,6% au cours du mois d'avril 2005, après avoir connu un repli de 0,1% en mars. Elle s'est inscrite en baisse de 0,3% en France et en hausse de 0,2% en Allemagne. Les ventes de détail se sont contractées de 0,9% durant le mois sous revue contre une hausse de 1,4% en mars 2005. Le taux de chômage est demeuré inchangé à 8,9%.

**Au Japon**, l'activité économique évolue suivant une tendance favorable, sous l'effet de la hausse de la demande intérieure, indiquant une amélioration du climat des affaires. Les commandes de biens d'équipement ont progressé de 2,5% sur un an en avril 2005. De même, les ventes de détail se sont accrues de 3,6% en avril 2005, contre 0,4% un mois plus tôt. La production industrielle s'est inscrite en hausse de 1,9% en avril 2005 contre une baisse de 0,2% en mars. Reflétant l'embellie économique, le taux de chômage a légèrement baissé, pour s'établir à 4,4% en avril 2005, après 4,5% en mars.

**L'évolution des prix à la consommation** traduit une accélération de la hausse des indices en avril 2005, sous l'effet de l'envolée des prix du pétrole. Ainsi, aux Etats-Unis, le niveau général des prix a progressé de 3,5%, en glissement annuel, contre 3,1% en mars. Au Japon, l'indice des prix est resté inchangé en avril 2005, après avoir reculé de 0,2% en mars. Dans la zone euro, l'indice des prix à la consommation s'est accru de 2,1%, en glissement annuel, soit le même taux qu'un mois plus tôt. Au Royaume-Uni, le taux d'inflation est ressorti à 2,3%, en glissement annuel, en décélération comparé au taux de 2,4% enregistré en mars.

**Au plan de la politique monétaire**, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu inchangés, au mois d'avril, leurs taux directeurs. Aux Etats-Unis, le taux des Fed funds et le taux d'escompte sont demeurés fixés respectivement à 2,75% et 3,75%. En zone euro, le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et le taux relatif à la facilité de dépôt sont demeurés inchangés

respectivement à 2,0%, 3,0% et 1,0%. Le taux d'escompte de la Banque du Japon est également resté inchangé à 0,1% durant le mois d'avril 2005. **Sur le marché monétaire**, les taux d'intérêt appliqués sur les prêts en dollars à trois mois observés sur le LIBOR sont ressortis à 3,12%, en moyenne, après 2,99% en mars 2005. L'EONIA, moyenne des taux au jour le jour du marché interbancaire de la zone euro, est ressorti à 2,08% en avril 2005 contre 2,06% un mois plus tôt. L'Euribor à trois mois s'est établi en moyenne à 2,14% en avril 2005, soit le même taux qu'un mois plus tôt. Au Japon, le taux à trois mois servi sur les prêts libellés en yens s'est établi à 0,02%, en moyenne, en avril 2005, après 0,03% en mars 2005.

**Les marchés financiers** ont connu des replis, en relation avec les incertitudes entourant l'évolution des indicateurs macroéconomiques à court terme. L'évolution des indices s'est également ressentie des contreperformances de grandes entreprises dont les résultats sont apparus en retrait par rapport aux prévisions. Aux Etats-Unis, le Dow Jones a enregistré une baisse de 2,9%, ressortant à 10.192,5 points, tandis que le Nasdaq s'est établi à 1.420,7 points, en repli de 4,1%. L'indice Nikkei 225 au Japon et le Footsie au Royaume-Uni, en se situant à 11.008,9 points et 4.801,7 points respectivement, se sont repliés de 5,6% et 1,8% par rapport au mois de mars 2005. L'indice Eurostoxx 50 s'est établi à 2.913,1 points, en baisse de 4,6% en avril 2005.

**Sur le marché des changes**, l'euro s'est déprécié vis-à-vis des principales devises en avril 2005, ressortant en moyenne à 1,2938 dollar contre 1,3201 dollar le mois précédent, soit une baisse de 1,9%. La monnaie européenne s'est également dépréciée de 1,35% vis-à-vis de la livre sterling, s'établissant à 0,6829 unité, en moyenne, en avril 2005. En revanche, elle est demeurée quasiment stable, en moyenne, par rapport au yen, ressortant à 138,84 unités d'un mois à l'autre.

Sur les marchés internationaux **de matières premières**, les cours des produits exportés par l'Union ont connu des évolutions contrastées durant le mois d'avril 2005. Les cotations du café, du coton fibre et du caoutchouc se sont accrues, en moyenne, respectivement de 1,8%, 3,5% et 1,9% sur le mois. Celles de l'huile d'arachide et de la noix de cajou sont ressorties en quasi-stabilité par rapport au mois précédent, tandis que celles du cacao ont connu une baisse de 9,6%. L'évolution des cours du café a été induite par les achats, en liaison avec la perspective d'un accroissement de la demande mondiale. La hausse des cours du coton est imputable à la forte demande de ce produit et à la perspective d'un déficit de la production en 2005/2006. Les cotations de l'once d'or ont enregistré une baisse de 1,0%. Sur les marchés du pétrole brut, les cours sont ressortis en baisse de 1,2%. Le baril de pétrole s'est négocié en moyenne à 54,80 dollars au mois d'avril.

## II- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

L'activité économique dans l'UEMOA s'est ressentie de l'impact de la baisse de la production agricole au titre de la campagne 2004/2005. La production industrielle a toutefois enregistré une progression de 1,6% sur les quatre premiers mois de l'année.

## II.1 Activité agricole

La campagne agricole 2004/2005 a été particulièrement difficile dans la plupart des Etats membres, se soldant par une baisse de 4,4% de la production vivrière de l'Union. Cette baisse a été enregistrée dans quatre Etats sur huit.

Ainsi, au *Burkina*, la production vivrière, estimée à 2.901.973 tonnes, est en baisse de 20,1%, après une progression de 16,5% la campagne précédente. Au *Mali*, les résultats font état d'une production vivrière de 2.816.300 tonnes, en baisse de 16,7% par rapport à la campagne précédente. Après une progression de 13,1% en 2003/2004, la production vivrière au *Niger* a enregistré un recul de 18,8% au cours de la campagne 2004/2005, s'établissant à 2.902.700 tonnes. Au *Togo*, les estimations font état d'un repli de 0,6% de la production vivrière d'une campagne à l'autre, s'établissant à 2.234.300 tonnes.

En revanche, au *Bénin*, les évaluations indiquent une hausse de 2,9% de la production vivrière à 8.337.400 tonnes, après une hausse de 17,4% lors de la campagne 2003/2004. En *Côte d'Ivoire*, la production des principales cultures vivrières s'est accrue de 3,0% pour s'établir à 9.193.900 tonnes. Les résultats de la *Guinée-Bissau*, relatifs aux principales cultures vivrières, laissent apparaître un niveau de production de 225.500 tonnes, en hausse de 4,9% par rapport aux réalisations de la campagne 2003/2004. La production vivrière au *Sénégal* s'est établie à 1.741.777 tonnes en 2004/2005, en hausse de 4,4% par rapport à la campagne précédente.

Les données provisoires de la campagne 2004/2005 indiquent une progression de l'ensemble des productions d'exportation dans tous les pays de l'UEMOA par rapport aux réalisations de la campagne précédente, à l'exception de celle du cacao.

Pour la campagne 2004/2005, les **récoltes d'arachide** sont ressorties à 1.534.500 tonnes, en augmentation de 9,6% par rapport à la campagne précédente. Au *Sénégal*, la production s'est établie à 602.600 tonnes, soit une progression de 36,7% d'une campagne à l'autre, en liaison avec l'amélioration de la qualité des semences et l'impact limité de l'invasion acridienne sur la culture de l'arachide. Au *Burkina*, la production d'arachide s'est située à 379.900 tonnes, en hausse de 3,0% par rapport aux réalisations de la campagne 2003/2004. Au *Mali*, les récoltes d'arachide se sont établies à 202.100 tonnes, en accroissement de 5,0% d'une campagne à l'autre.

La **filière caféière** a enregistré une hausse de 3,4% de la production, ressortie à 164.800 tonnes contre 159.300 tonnes un an auparavant. Cette évolution traduit principalement la hausse de la production en *Côte d'Ivoire* qui s'est établie à 160.000 tonnes au cours de la campagne agricole 2004/2005, contre 154.000 tonnes la campagne précédente. La production de **cacao** de l'Union est attendue en baisse de 4,5% à 1.320.400 tonnes, en raison d'une diminution de 4,6% des récoltes en *Côte d'Ivoire*, estimées à 1.315.000 tonnes. Au *Togo*, la production cacaoyère est ressortie en hausse de 10,2% à 5.400 tonnes.

Les récoltes de **coton-graine** de l'Union se sont inscrites en net redressement, pour s'établir à 2.176.000 tonnes durant la campagne 2004/2005 contre 1.913.600 tonnes un an auparavant. Cette hausse de 13,7% est essentiellement liée à l'accroissement des superficies emblavées et des rendements.

Au *Bénin*, la production de coton-graine a atteint 425.000 tonnes, en hausse de 21,2% par rapport aux résultats de la campagne précédente. Au *Burkina*, la production cotonnière est ressortie à 626.000 tonnes, en hausse de 25,2% par rapport à la campagne précédente. En *Côte d'Ivoire*, les récoltes de coton sont estimées en hausse de 24,2%, à 300.000 tonnes. Au *Togo*, elles sont estimées à 175.000 tonnes en 2004/2005, soit un accroissement de 3,0% d'une campagne à l'autre. Au *Niger*, la production a atteint 10.000 tonnes, en hausse de 18,5% par rapport aux réalisations de la campagne précédente. En revanche, au *Mali* et au *Sénégal*, les estimations indiquent une baisse de 3,1% et de 9,0% de la production de coton qui s'est établie, pour la campagne 2004/2005, à 590.000 et à 50.000 tonnes respectivement.

## II.2. Activité industrielle et commerciale

La production industrielle à fin avril 2005 est en progression, mais à un rythme moindre que celui enregistré un an plus tôt. En effet, l'indice de la production industrielle, calculé par la BCEAO, est ressorti en hausse de 1,6% sur les quatre premiers mois de l'année 2005. A la période correspondante de l'année 2004, il était en augmentation de 6,3%. Cette évolution est imputable à la bonne tenue de la production manufacturière, dont le sous-indice s'est redressé dans la plupart des pays.

La situation par pays se présente comme suit :

Au **Bénin**, l'indice de la production industrielle a enregistré un recul de 21,1% sur les quatre premiers mois de l'année, comparativement à la période correspondante de l'année 2004. La production des industries manufacturières est ressortie en baisse de 23,1%, en liaison avec le net recul de la production des industries agroalimentaires, textiles et chimiques. Les contreperformances dans ces branches s'expliquent par les perturbations dans la fourniture d'énergie, induites par la pénurie de produits pétroliers, la fermeture temporaire de certaines huileries et d'unités de traitement de la graine de coton, en relation avec les difficultés d'approvisionnement en matières premières.

Au **Burkina**, l'indice de la production industrielle a enregistré, au cours des quatre premiers mois de l'année, une progression de 7,0% par rapport à la période correspondante de l'année 2004. Cette hausse est essentiellement imputable à la bonne tenue de la production des industries manufacturières dont l'indice s'est accru de 6,3% et du sous-secteur «eau, électricité et gaz» (12,0%).

En **Côte d'Ivoire**, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,5% au terme des quatre premiers mois de l'année, comparativement à la période correspondante de l'année 2004. La production manufacturière qui avait connu, en 2004, un net redressement, a enregistré une



hausse de 4,2% principalement imputable à l'accroissement de 35,3% des produits pétroliers raffinés et de 40,1% de l'activité des industries textiles. La production d'électricité, de gaz et d'eau est ressortie en hausse de 4,3%. Les industries extractives affichent, pour leur part, une baisse de 20,1% de leur production.

Au **Mali**, l'indice de la production industrielle est ressorti, en moyenne sur les quatre premiers mois de l'année, en hausse de 4,7% par rapport à la période correspondante de l'année 2004, en liaison essentiellement avec la bonne tenue du secteur aurifère. En effet, l'industrie extractive a enregistré une progression de 18,4%, liée à l'exploitation de nouvelles mines d'or. La production d'eau, d'électricité et de gaz a progressé de 12,7%. En revanche, la production manufacturière a accusé une baisse de 5,7%, essentiellement imputable aux industries textiles, dont le sous-indice est en retrait de 7,3%, et aux industries des produits à base de tabac, en repli de 20,1%.

Au **Niger**, l'indice de la production industrielle est en progression de 0,2% au terme des quatre premiers mois de l'année. Cette évolution traduit la hausse de 6,6% de la production des industries manufacturières, atténuée par la baisse de 4,3% des industries extractives. Pour sa part, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, a enregistré une hausse de 4,7%.

Au **Sénégal**, l'indice de la production industrielle a connu, sur les quatre premiers mois de l'année, une progression de 2,2%. Cette évolution traduit principalement celle enregistrée dans les industries manufacturières, dont l'indice a progressé de 2,5% sous l'effet des évolutions contrastées des principales branches. La production d'électricité, de gaz et d'eau est, pour sa part, ressortie en hausse de 7,5%. Le sous-indice des industries extractives a enregistré un repli de 17,6%, en liaison avec la baisse de la production de phosphates.

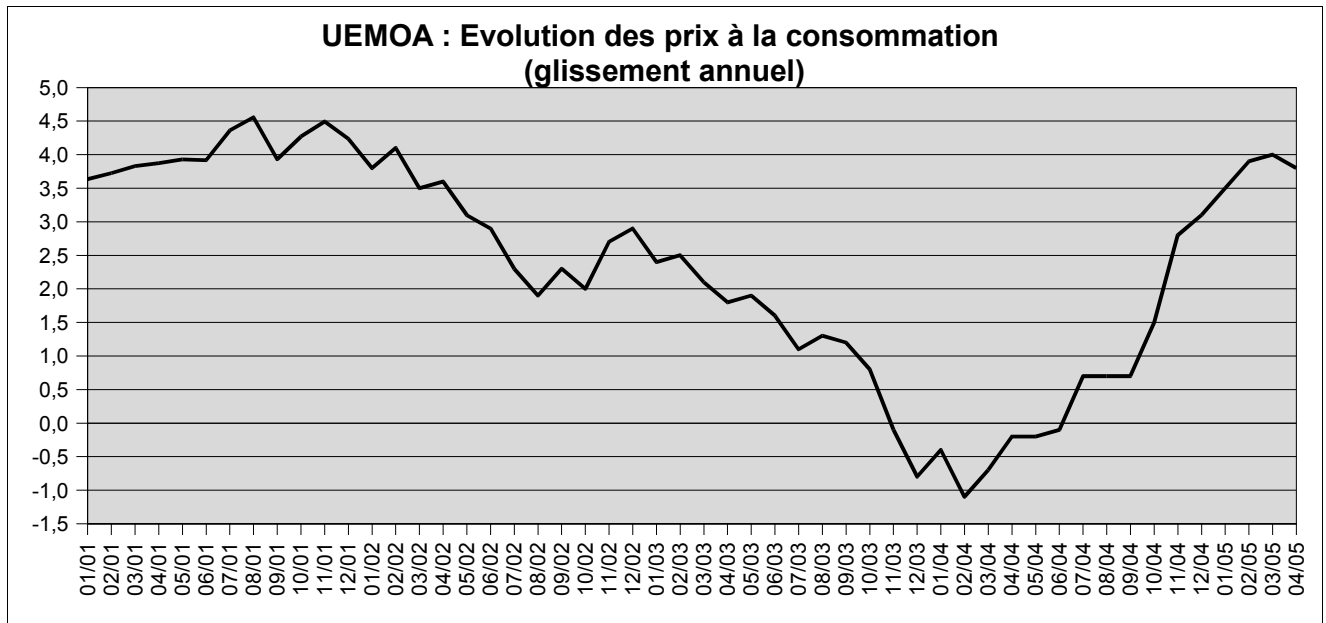
Au **Togo**, l'indice de la production industrielle a progressé de 3,3% sur les quatre premiers mois de l'année, en liaison avec les hausses de 9,0% de la production des industries extractives et de 5,0% de la production d'électricité, de gaz et d'eau. En revanche, la production manufacturière a connu un repli de 1,4%, imputable aux reculs enregistrés dans les secteurs des industries chimiques (-3,0%) et des produits minéraux non métalliques (-14,6%).

**L'indice du chiffre d'affaires** du commerce de détail a progressé de 1,4% sur les quatre premiers mois de l'année 2005 comparativement à 2004. L'activité commerciale s'est inscrite en hausse dans quatre pays de l'Union. Ainsi, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, l'indice du chiffre d'affaires est ressorti en hausse respectivement de 20,7%, 3,0%, 15,8% et 5,8%. Au Bénin, au Burkina, et en Côte d'Ivoire, il a baissé de 11,5%, 18,1% et 6,4% respectivement.

### **II.3. Prix à la consommation**

Le **niveau général des prix à la consommation** dans les pays de l'Union a enregistré, en rythme mensuel, une hausse de 0,6% en avril 2005 contre une progression de 0,3% le mois précédent. Cette accélération de l'inflation est imputable aux effets conjugués de l'augmentation des prix des produits pétroliers au **Bénin**, au **Burkina**, au **Mali**, au **Niger** et au **Sénégal**, des tensions sur les

marchés de céréales dans la plupart des pays de l'Union, de l'incendie d'un des principaux marchés de Niamey et des troubles socio-politiques au **Togo**. En outre, la poursuite des perturbations dans la distribution des carburants à la pompe au Bénin a eu une incidence haussière sur le niveau général des prix dans ce pays.



Au **Bénin**, la hausse mensuelle de l'indice des prix à la consommation est ressortie à 1,0%, en relation avec le renchérissement saisonnier des tubercules et des légumes frais, et l'augmentation des coûts des carburants. Au **Burkina**, l'indice des prix à la consommation est ressorti, en variation mensuelle, en hausse de 1,6%. Cette progression est imputable aux composantes « alimentation » et « transport », en hausse de 5,1% et 1,5% respectivement. L'évolution des prix des produits alimentaires est liée à l'insuffisance de l'offre de céréales induite par la baisse de la production agricole.

Au **Mali**, la hausse mensuelle de l'indice des prix à la consommation est ressortie à 2,2%, en relation avec les hausses de 4,5% de la composante "alimentation" et de 1,3% de la composante "transports". Au **Niger**, la hausse mensuelle de l'indice des prix à la consommation est ressortie à 1,1%, en relation avec les hausses de 2,2% de la composante « alimentation » et de 1,5% de la composante « transports ».

Le niveau général des prix à la consommation est ressorti, en variation mensuelle, en augmentation de 0,9% au **Togo**, de 0,4% en **Guinée-Bissau** et de 0,3% en **Côte d'Ivoire**. Il est en revanche en baisse de 0,4% au **Sénégal**.

En glissement annuel, le niveau général des prix dans l'Union est ressorti en hausse de 3,8% en avril 2005 contre une baisse de 0,7% à la même période de l'année précédente. Le taux d'inflation s'est situé à fin avril 2005 à 5,0% au Bénin, 5,9% au Burkina, 3,1% en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau, 7,1% au Mali, 8,3% au Niger, 0,6% au Sénégal et 6,8% au Togo. Un an auparavant, le taux d'inflation était ressorti à -0,05% au Bénin, -0,1% au Burkina, 1,2% en Côte d'Ivoire, 1,1% en Guinée-Bissau, -5,2% au Mali, -2,8% au Niger, 0,2% au Sénégal et -1,0% au Togo.

#### II.4. FINANCES PUBLIQUES

Les données disponibles portent sur les réalisations cumulées à fin mars 2005 pour le Bénin, le Burkina, la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger et à fin décembre 2004 pour la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo.

Par pays, les évolutions ci-après ont été enregistrées :

Au **Bénin**, les opérations financières de l'Etat se sont soldées, à fin mars 2005, par un excédent, base engagements, hors dons, de 22,2 milliards contre un déficit de 15,2 milliards l'année précédente. Les dépenses et prêts nets ont enregistré une baisse de 34,8% en se chiffrant à 59,6 milliards. Cette évolution est imputable au niveau particulièrement faible des dépenses en capital qui se sont établies à 3,3 milliards contre 25,3 milliards un an auparavant. Les dépenses courantes ont diminué, dans une moindre proportion, de 8,8 milliards pour se chiffrer à 57,4 milliards. Les recettes budgétaires se sont inscrites en hausse de 7,4%, ressortant à 81,8 milliards à fin mars 2005. Les recettes fiscales et non fiscales ont connu une progression respectivement de 5,3% et 30,5% pour se situer à 74,1 milliards et 7,7 milliards, en relation principalement avec la performance des régies financières. Aucun don n'a pu être mobilisé au premier trimestre 2005, alors qu'au cours de la période correspondante de l'année dernière, un montant de 11,6 milliards avait été mobilisé.

Au **Burkina**, l'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2005, s'est soldée par un déficit global, base engagements, hors dons, de 72,0 milliards contre 50,5 milliards un an plus tôt. Les recettes budgétaires ont diminué de 1,2% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 72,7 milliards. Les recettes non fiscales ont connu une baisse de 25,5%, se situant ainsi à 3,5 milliards, tandis que les recettes fiscales ont enregistré une légère progression (0,4%), pour s'établir à 69,2 milliards. Pour leur part, les dépenses totales et prêts nets ont atteint 144,7 milliards contre 124,1 milliards à fin mars 2004, soit une hausse de 16,6%, imputable à l'évolution des dépenses courantes et de celles en capital. Par rapport à l'année précédente, les dépenses courantes et les dépenses en capital se sont accrues respectivement de 6,2% et 42,7% pour se chiffrer à 80,2 milliards et 70,2 milliards en mars 2005. Les dépenses d'investissement sur ressources internes sont ressorties à 32,7 milliards contre 15,1 milliards un an auparavant.

En **Côte d'Ivoire**, les opérations financières de l'Etat à fin décembre 2004 se sont soldées par un déficit global, base engagements, hors dons, de 177,9 milliards contre un déficit de 259,2 milliards à la même période de l'année 2003. Cette évolution est imputable principalement à l'accroissement des recettes budgétaires. Celles-ci se sont inscrites en hausse de 93,2 milliards, pour s'établir à 1.445,0 milliards. D'une année à l'autre, les recettes fiscales et non fiscales ont progressé respectivement de 59,8 milliards et 6,7 milliards, pour ressortir à 1.249,7 milliards et 168,7 milliards. Les dons mobilisés ont diminué de 22,7 milliards, passant de 49,4 milliards à fin décembre 2003 à 26,7 milliards. Les dépenses et prêts nets se sont établis à 1.622,9 milliards contre 1.611,0 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 0,1%, induite par les dépenses courantes. Les dépenses courantes ont atteint 1.326,2 milliards, en augmentation de 37,4 milliards. Les intérêts au titre de la dette publique sont passés de 217,4 milliards à 186,2 milliards en décembre 2004, soit une diminution de 31,2

milliards. Les dépenses en capital sont ressorties à 186,1 milliards, en baisse de 30,0 milliards d'une année à l'autre.

En **Guinée-Bissau**, l'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2005, s'est traduite par un déficit, base engagements, hors dons, de 2,2 milliards contre un déficit de 6,5 milliards à fin mars 2004. Les dépenses totales et prêts nets, qui se sont chiffrés à 6,8 milliards, ont accusé une baisse de 3,0 milliards. Les dépenses courantes se sont établies à 6,6 milliards contre 7,9 milliards un an plus tôt. Les dépenses en capital n'ont pu être exécutées au premier trimestre, alors qu'un montant de 1,6 milliard a été enregistré à la même période de l'année précédente. Pour leur part, les recettes budgétaires et dons se sont élevés à 5,3 milliards, en baisse de 2,7 milliards, en liaison avec l'évolution des dons. En effet, les dons mobilisés, ressortis à 0,7 milliard, sont en baisse de 4,0 milliards. Les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 1,7 milliard, s'élevant à 3,2 milliards en mars 2005, en relation avec l'intensification des efforts de recouvrement de recettes par les régies financières. Les recettes non fiscales ont diminué de 0,4 milliard en s'établissant à 1,4 milliard.

Au **Mali**, les opérations financières de l'Etat se sont soldées, à fin mars 2005, par un déficit, base engagements, hors dons, de 24,5 milliards contre 29,2 milliards un an plus tôt. Les recettes budgétaires totales se sont accrues de 7,3% pour s'établir à 113,6 milliards, du fait essentiellement des recettes fiscales qui se sont élevées à 100,3 milliards, en hausse de 8,2% d'une année à l'autre. Les dépenses totales et prêts nets ont atteint, pour leur part, 138,1 milliards contre 135,1 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 2,2%. Cette évolution est imputable aux dépenses courantes qui se sont accrues de 12,7%, pour se chiffrer à 74,6 milliards. Les dépenses en capital ont diminué de 20,5% pour se situer à 48,5 milliards.

Au **Niger**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée, à fin mars 2005, par un déficit, base engagements, hors dons, de 21,2 milliards contre 32,7 milliards un an plus tôt. Les recettes budgétaires se sont établies à 41,1 milliards contre 35,2 milliards au cours de la même période de l'année précédente, soit une hausse de 16,8%, en liaison avec l'accroissement des recettes fiscales. En effet, celles-ci ont enregistré une progression de 14,6% en ressortant à 39,3 milliards. Pour leur part, les dépenses et prêts nets se sont chiffrés à 62,3 milliards, en baisse de 8,3%, en relation avec l'évolution des dépenses en capital. Celles-ci ont diminué de 22,0% pour se chiffrer à 23,8 milliards. Quant aux dépenses courantes, elles se sont inscrites en hausse de 3,5% pour s'établir à 38,7 milliards.

Au **Sénégal**, le solde global des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire de 186,8 milliards à fin décembre 2004 contre un déficit de 130,2 milliards à la période correspondante de l'année précédente. Les recettes totales et dons se sont élevés à 864,8 milliards contre 797,5 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 8,4%. Les recettes fiscales se sont inscrites à 738,5 milliards, en hausse de 9,1% par rapport à fin décembre 2003, du fait de l'amélioration de la performance des régies financières. En ressortant à 88,0 milliards à fin décembre 2004, les dons se sont inscrits en hausse de 10,5 milliards par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 963,6 milliards contre 850,2 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte de la hausse concomitante des dépenses courantes et de celles en capital. Les dépenses courantes se sont inscrites en hausse de 17,0 milliards

pour s'établir à 546,5 milliards à fin décembre 2004. Pour leur part, les dépenses d'investissement ont enregistré une augmentation de 101,9 milliards pour se situer à 413,3 milliards, en relation avec la mise en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'Initiative PPTE. Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes ont connu une progression de 58,1 milliards, pour s'élever à 221,3 milliards.

Au **Togo**, l'exécution des opérations financières de l'Etat a dégagé, à fin décembre 2004, un déficit global, base engagements, hors dons, de 9,4 milliards contre un excédent de 18,9 milliards un an plus tôt. Les recettes et dons sont évalués à 170,7 milliards, en quasi-stagnation par rapport à leur niveau de décembre 2003. Cette évolution est imputable à la baisse de 2,4% des recettes fiscales, ressorties à 145,3 milliards. En revanche, les recettes non fiscales ont connu une diminution de 4,1 milliards pour ressortir à 12,4 milliards. Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 167,1 milliards contre 146,4 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 20,7 milliards. Cette évolution résulte notamment de la hausse de 5,4% des dépenses courantes qui se sont établies à 143,5 milliards. Sur la même période, les dépenses en capital se sont chiffrées à 23,4 milliards.

## II.5. SITUATION MONÉTAIRE ET OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE

### II.5.1. SITUATION MONÉTAIRE

Selon les informations provisoires disponibles, la situation monétaire de l'Union au 30 avril 2005, comparée à celle à fin mars 2005, est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et une hausse de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions suivantes ont été constatées.

Au **Bénin**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 216,9 milliards à fin avril 2005 contre 216,0 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 0,9 milliard, suite à celle de 13,6 milliards des avoirs des banques, atténuée par la baisse de 12,7 milliards de ceux de la Banque Centrale. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est dégradée de 13,0 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* a augmenté de 18,5 milliards, en se situant à 238,8 milliards à fin avril 2005 contre 220,3 milliards un mois auparavant. La Position Nette du Gouvernement s'est dégradée de 11,3 milliards. Les crédits à l'économie ont, pour leur part, enregistré une hausse de 7,2 milliards ou 2,3% en ressortant à 326,2 milliards en avril 2005 contre 319,0 milliards le mois précédent. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 15,7%.

*La masse monétaire* est en hausse de 13,4 milliards ou 3,3%, pour s'établir à 425,6 milliards en avril 2005. En glissement annuel, elle a augmenté de 15,8 milliards.

Au **Burkina**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont inscrits à 113,7 milliards, en hausse de 12,2 milliards par rapport aux réalisations du mois précédent, en raison d'une progression de 10,3 milliards des avoirs de la Banque Centrale et de 1,9 milliard de ceux des banques. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie en baisse de 37,2 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 468,7 milliards en avril 2005 contre 484,3 milliards à fin mars 2005, soit une baisse de 15,6 milliards ou 3,2%, résultant de l'amélioration de 7,1 milliards de la Position Nette du Gouvernement et du recul de 8,5 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, le crédit intérieur a enregistré une hausse de 15,9%.

*La liquidité globale* s'est établie à 534,1 milliards en avril 2005 contre 535,0 milliards en mars 2005, marquant ainsi une baisse de 0,9 milliard ou 0,2%. En glissement annuel, la masse monétaire s'est accrue de 19,9%.

En **Côte d'Ivoire**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont situés à 1.111,0 milliards en avril 2005 contre 1.138,5 milliards le mois précédent, soit une baisse de 27,5 milliards imputable essentiellement au recul de 26,0 milliards des avoirs des banques. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets sont ressortis en hausse de 46,2 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* est ressorti à 1.400,5 milliards en avril 2005 contre 1.411,5 milliards en mars 2005, soit un recul de 11,0 milliards, en liaison avec l'amélioration de 20,9 milliards de la Position Nette du Gouvernement, atténuée par la hausse de 9,9 milliards des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, le crédit intérieur a enregistré une hausse de 13,3 milliards.

*La masse monétaire* s'est repliée de 21,7 milliards ou 0,9% pour s'établir à 2.284,2 milliards à fin avril 2005 contre 2.305,9 milliards à fin mars 2005. Par rapport à avril 2004, la liquidité globale a enregistré une baisse de 21,7 milliards ou 0,9%.

En **Guinée-Bissau**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 106,3 milliards à fin avril 2005 contre 107,1 milliards à fin mars 2005, soit une baisse de 0,8 milliard. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 8,3 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 15,8 milliards en avril 2005 contre 14,0 milliards le mois précédent, soit une hausse de 1,8 milliard. La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 2,4 milliards. Sur une base annuelle, le crédit intérieur a augmenté de 4,2 milliards.

*La masse monétaire* s'est établie à 118,2 milliards au cours de la période sous revue contre 118,5 milliards en mars 2004, soit un repli de 0,3 milliard ou 0,3%. En glissement annuel, elle s'est accrue de 11,9 milliards ou 11,2%.

Au **Mali**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires ont enregistré un recul de 24,6 milliards, pour s'établir à 417,8 milliards à fin avril 2005. Cette baisse est liée à celles de 14,3 milliards des avoirs de la Banque Centrale et de 10,3 milliards de ceux des banques. En glissement annuel, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est repliée de 24,7 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* est ressorti à 476,9 milliards à fin avril 2005 contre 499,5 milliards le mois précédent, soit une baisse de 22,6 milliards, en liaison avec la détérioration de 2,2 milliards de la Position Nette du Gouvernement et le repli de 24,8 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, la hausse du crédit intérieur est de 4,8%.

*La masse monétaire*, en baisse de 4,9 milliards, s'est établie à 859,2 milliards au cours de la période sous revue contre 864,1 milliards à fin mars 2005. Par rapport à avril 2004, la liquidité

globale a augmenté de 34,0 milliards ou 4,1%.

Au **Niger**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires sont ressortis à -45,3 milliards à fin avril 2005 contre -46,1 milliards à fin mars 2005, soit une hausse de 0,8 milliard. D'une année à l'autre, les *avoirs extérieurs nets* se sont repliés de 18,0 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 196,3 milliards en avril 2005 contre 193,6 milliards en mars 2005, soit une augmentation de 2,7 milliards ou 1,4%. Par rapport à avril 2004, le *crédit intérieur* s'est inscrit en hausse de 17,5%.

*La masse monétaire* s'est établie à 142,6 milliards en avril 2005 contre 137,3 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 5,3 milliards ou 3,9%. En glissement annuel, la liquidité globale a enregistré une hausse de 19,3 milliards ou 15,7%.

Au **Sénégal**, les *avoirs extérieurs nets* se sont inscrits en hausse de 22,9 milliards à fin avril 2005, ressortant à 515,8 milliards, essentiellement du fait de l'augmentation de 15,3 milliards des disponibilités extérieures nettes des banques. Sur une base annuelle, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont accrus de 97,0 milliards.

*Le crédit intérieur* s'est établi à 871,6 milliards à fin avril 2005 contre 875,4 milliards un mois auparavant, soit une baisse de 3,8 milliards ou 0,4%, suite à l'amélioration de 26,7 milliards de la Position Nette du Gouvernement et la hausse de 22,9 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, l'encours du *crédit intérieur* est en hausse de 3,5%.

*La masse monétaire* s'est inscrite à 1.278,6 milliards en avril 2005 contre 1.260,8 milliards à fin mars 2005, soit une hausse de 17,8 milliards. Comparée à la même période de l'année dernière, la liquidité globale s'est accrue de 11,8%.

Au **Togo**, la *position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 146,2 milliards à fin avril 2005 contre 140,4 milliards à fin mars 2005, soit une hausse de 5,8 milliards, consécutive à celle de 7,8 milliards des *avoirs* de la Banque Centrale dont les effets ont été atténués par la baisse de 2,0 milliards de ceux des banques. D'une année à l'autre, les *avoirs extérieurs nets* ont augmenté de 55,6 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est fixé à 185,2 milliards à fin avril 2005 contre 166,1 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 19,1 milliards ou 11,5%, en liaison avec la détérioration de 8,2 milliards de la Position Nette du Gouvernement et la hausse de 10,9 milliards des crédits à l'économie. Par rapport à fin avril 2004, le *crédit intérieur* s'est inscrit en hausse de 6,5%.

*La masse monétaire* a enregistré une hausse de 11,0 milliards ou 3,7%, en ressortant à 308,8 milliards contre 297,8 milliards un mois plus tôt. En glissement annuel, la masse monétaire s'est accrue de 34,6 milliards ou 12,6%.

## II.5.2. OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE

Sur le marché interbancaire de l'Union, l'activité a été favorablement orientée au cours du mois d'avril 2005. Le volume moyen hebdomadaire des opérations est ressorti en hausse de 19,4%

durant la période sous revue, en s'établissant à 22,2 milliards pour 65 opérations contre 18,6 milliards en mars 2005. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période a progressé de 12,1% pour se fixer à 75,4 milliards contre 68,2 milliards le mois précédent. Par rapport aux réalisations d'avril 2004, ce niveau de transactions traduit une progression de 4,8 milliards, ou 6,7%.

Le taux d'intérêt à un jour a oscillé entre 5,00% et 5,52% contre une fourchette de 4,87% à 5,00% le mois précédent.

Le volume moyen hebdomadaire des prêts à **un jour** est passé de 12,4 milliards à 1,2 milliard, d'un mois à l'autre. Le taux moyen pondéré s'est établi à 5,24% contre 4,83% le mois précédent. En avril 2004, ce taux s'était établi à 4,69%. Sur le compartiment à **une semaine**, les transactions se sont chiffrées en moyenne à 10,3 milliards, en hausse de 7,8 milliards par rapport au niveau observé un mois auparavant. Le taux moyen pondéré est ressorti à 3,27%, en baisse par rapport au taux de 4,53% enregistré le mois précédent. Sur le compartiment à **deux semaines**, des transactions de 6,0 milliards ont été enregistrées en avril 2005 pour un taux moyen de 4,04%, contre 1,1 milliard au taux moyen de 4,15% en mars. Les prêts interbancaires à **un mois** sont ressortis à 1,7 milliard en moyenne contre 1,0 milliard en mars 2005. Par rapport à avril 2004 où ils s'étaient chiffrés à 3,9 milliards, les prêts à un mois sont en baisse de 2,2 milliards. Le taux moyen pondéré s'est établi à 4,55% contre 5,25% le mois précédent et 4,84% un an plus tôt. **A trois mois**, le volume des opérations est ressorti en hausse de 0,9 milliard d'un mois à l'autre. Le taux moyen pondéré s'est situé à 5,04% contre 5,24% en mars 2005 et 5,06% en avril 2004. Sur le compartiment à **six mois**, le volume moyen s'est établi à 500 millions de FCFA, pour un taux de 6,75%. Aucune transaction n'a été enregistrée sur les compartiments à **neuf et douze mois** au cours du mois d'avril 2005.

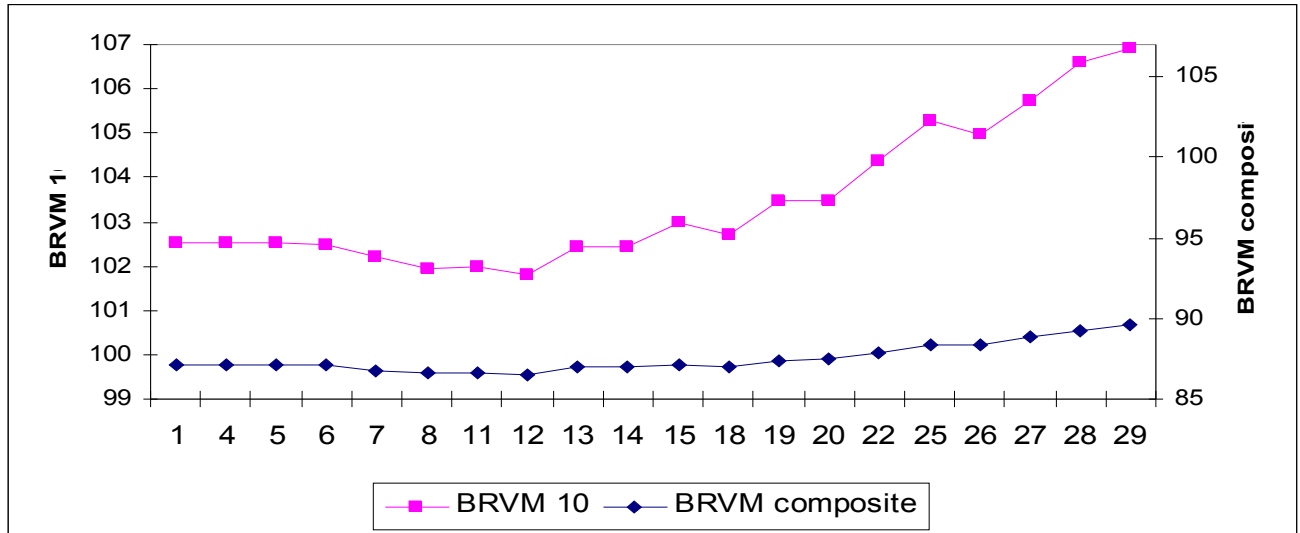
## II.6. EVOLUTION DU MARCHE FINANCIER

L'évolution des principaux indicateurs de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au cours du mois d'avril 2005 laisse apparaître une baisse du volume des transactions, une remontée des indices et une hausse concomitante de la capitalisation sur le compartiment des actions. En revanche, l'activité sur le marché obligataire est marquée par un recul de la capitalisation et une hausse du volume des transactions.

Les indices  $BRVM_{10}$  et  $BRVM composite$  se sont accrus de 4,2% et de 2,8%, au cours du mois d'avril 2005, ressortant respectivement à 106,91 points et 89,57 points contre 102,57 points et 87,16 points, un mois plus tôt. En glissement annuel, les indices  $BRVM_{10}$  et  $BRVM composite$  ont enregistré des hausses respectives de 18,9% et 14,0%.



### Evolution des indices de la BRVM au mois d'avril 2005



La baisse enregistrée sur le **marché des actions** où le volume des transactions est ressorti à 105.050 actions contre 460.356 actions en mars 2005 est imputable à la baisse des transactions exceptionnelles<sup>1</sup>, qui ont porté sur des échanges de 71.045 actions *FILTISAC CI*, le 7 avril 2005 contre 420.000 actions *BICICI* et 10.393 actions *SAFCA CI* en mars 2005. En dehors des sociétés ayant fait l'objet de transactions sur dossier, l'activité sur le marché a été dominée par les sociétés *FILTISAC CI*, *BOA BN*, *SGB CI* et *SONATEL SN* avec respectivement 71.327 titres, 12.420 titres, 5.588 titres et 4.668 titres échangés.

Sur le **compartiment obligataire**, le volume de titres échangés est passé de 1.083 titres en mars 2005 à 2.761 titres au cours de la période sous revue. Les transactions les plus importantes ont concerné les lignes obligataires *Trésor Public du Burkina (TPBF 7% 2003-2007)*, *Communauté Electrique du Bénin (CEB 6,5% 2003-2010)* et *CELTEL Burkina (Celtel BF 7,15% 2003-2009)*, avec respectivement 1.358 titres, 676 titres et 230 titres échangés.

La capitalisation totale du marché est ressortie à 1.279,8 milliards au cours de la période sous revue contre 1.252,7 milliards à fin mars 2005, soit une hausse de 2,2%. La capitalisation du marché des actions s'est établie à 1.030,3 milliards contre 1.002,5 milliards le mois précédent, soit une augmentation de 2,8%, en liaison avec le profil favorable des cours des titres *SGB CI*, *SAPH CI*, et *CIE CI*, notamment. La capitalisation du marché obligataire est ressortie à 249,5 milliards contre 250,2 milliards en mars 2005, soit un recul de 0,3% imputable au remboursement du dernier tiers du capital de l'emprunt obligataire *Caisse Autonome d'Amortissement du Bénin (CAA-BENIN 8% 2000-2005)* et

<sup>1</sup>Il s'agit d'opérations sur un bloc de titres effectuées hors marché. Le Règlement Général de la Bourse a prévu la possibilité pour les SGI d'effectuer une opération «d'acheté/vendu», transaction par laquelle celles-ci servent d'intermédiaires entre deux ou plusieurs donneurs d'ordre, sans passer d'ordre sur le marché.

à celui du cinquième (1/5) du capital de l'emprunt *BNDA 6,50% 2004-2009* pour des montants respectifs de 1.668.333.000 FCFA et 700.000.000 FCFA.

**II.7. RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS ET MOBILISATION DES RESSOURCES EXTERIEURES**

Quatre Etats membres de l'Union exécutent des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Il s'agit du Burkina, du Mali, du Niger et du Sénégal. A fin avril 2005, les tirages effectués par ces Etats auprès du FMI se sont élevés à 12,62 millions de DTS ou 9,6 milliards de FCFA.



**III - LISTE DES ANNEXES**

**ANNEXE I** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE I (suite)** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE II** - production des principales cultures vivrières

**ANNEXE III** - production des cultures d'exportation

**ANNEXE IV** - productions minières

**ANNEXE V** - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

**ANNEXE VI** - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

**ANNEXE VII** – situation monétaire intégrée de l’UEMOA (en milliards de FCFA)

**ANNEXE VII (suite)** – situation monétaire intégrée de l’UEMOA (en milliards de FCFA)